

Après l'affaire Lactalis, le Ministre casse la DGCCRF

19 juin 2018



Paris le 10 juin 2018

Communiqué de presse Après l'affaire Lactalis, le Ministre casse la DGCCRF

Presque une année, jour pour jour après notre dernière rencontre, nous apprenons par la presse interposée que Bruno Le Maire, notre Ministre de tutelle veut externaliser une partie des missions de la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF).

Audité lors de l'enquête parlementaire consécutive à l'affaire Lactalis, celui-ci a déclaré : « la DGCCRF a trop de missions, un certain nombre de missions doivent pouvoir être effectuées différemment, je pense en particulier aux contrôles d'hygiène dans les restaurants et sur les aires de jeux pour enfants, qui sont encore de la compétence de la DGCCRF. Ma proposition serait qu'on puisse déléguer ces contrôles et les externaliser. »

Alors que SOLIDAIRES CCRF & SCL ne cesse d'interpeller le Ministre, depuis plus de 6 mois, pour qu'il nous reçoive afin de dialoguer avec lui et exposer notre vision pour la DGCCRF, M. Le Maire fait des annonces sur l'avenir de notre administration devant une commission parlementaire sans jamais l'avoir évoqué avec les représentants des personnels. De plus, il justifie ses propos en invoquant le manque d'agents pour faire les contrôles, ce qui résulte notamment des 45 suppressions d'emplois en 2018 qu'il a lui-même décidé.

Ce n'est pas une vision du dialogue social que nous partageons et que nous prônons.

Ce n'est pas non plus la vision du contrôle que nous défendons, garant de l'intérêt général et basé sur l'indépendance des personnels de la DGCCRF et du Service Commun des Laboratoires (SCL) face aux entreprises contrôlées.

En ces moments difficiles, où la DGCCRF a été partitionnée entre des structures départementales, régionales et nationales, que ses effectifs sont exsangues et qu'elle n'a plus les moyens d'accomplir sereinement toutes ses missions, nous aurions aimé de la part de notre Ministre l'écoute, le dialogue et un minimum de considération que les personnels et leurs organisations syndicales sont en droit d'attendre.

Solidaires CCRF & SCL refuse toute externalisation de missions et réclame pour la DGCCRF un retour à un commandement vertical assorti d'un renforcement en nombre de ses effectifs afin de pouvoir accomplir sereinement et efficacement toutes les missions qui lui sont confiées.

Contact : Emmanuel Paillusson 06.66.28.91.92 – 01.43.56.13.30

Paris le 18 juin 2018

Communiqué de presse Après l'affaire Lactalis, le Ministre casse la DGCCRF

Presque une année, jour pour jour après notre dernière rencontre, nous apprenons par la presse interposée que Bruno Le Maire, notre Ministre de tutelle veut externaliser une partie des missions de la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF).

Audité lors de l'enquête parlementaire consécutive à l'affaire Lactalis, celui-ci a déclaré : *«la DGCCRF a trop de missions, un certain nombre de missions doivent pouvoir être effectuées différemment, je pense en particulier aux contrôles d'hygiène dans les restaurants et sur les aires de jeux pour enfants, qui sont encore de la compétence de la DGCCRF. Ma proposition serait qu'on puisse déléguer ces contrôles et les externaliser.»*

Alors que SOLIDAIRES CCRF & SCL ne cesse d'interpeller le Ministre, depuis plus de 6 mois, pour qu'il nous reçoive afin de dialoguer avec lui et exposer notre vision pour la DGCCRF, M. Le Maire fait des annonces sur l'avenir de notre administration devant une commission parlementaire sans jamais l'avoir évoqué avec les représentants des personnels. De plus, il justifie ses propos en invoquant le manque d'agents pour faire les contrôles, ce qui résulte notamment des 45 suppressions d'emplois en 2018 qu'il a lui-même décidé.

Ce n'est pas une vision du dialogue social que nous partageons et que nous prônons.

Ce n'est pas non plus la vision du contrôle que nous défendons, garant de l'intérêt général et basé sur l'indépendance des personnels de la DGCCRF et du Service Commun des Laboratoires (SCL) face aux entreprises contrôlées.

En ces moments difficiles, où la DGCCRF a été partitionnée entre des structures départementales, régionales et nationales, que ses effectifs sont exsangues et qu'elle n'a plus les moyens d'accomplir sereinement toutes ses missions, nous aurions aimé de la part de notre Ministre l'écoute, le dialogue et un minimum de considération que les personnels et leurs organisations syndicales sont en droit d'attendre.

Solidaires CCRF & SCL refuse toute externalisation de missions et réclame pour la DGCCRF un retour à un commandement vertical assorti d'un renforcement en nombre de ses effectifs afin de pouvoir accomplir sereinement et efficacement toutes les missions qui lui sont confiées.

Contact : Emmanuel Paillusson 06.66.28.91.92 – 01.43.56.13.30

SOLIDAIRES Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes et Service Commun des Laboratoires
93 bis, rue de Montreuil 75011 Paris - Tél. 01 43 56 13 30
SOLIDAIRES@dgccrf.finances.gouv.fr - Site Internet : www.solidaires-ccrf-scl.org

- Emplacement : [ré-agir ensemble](#) > [Mobilisations et actualités](#) > [Actualités](#) >
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/Apres-l-affaire-Lactalis-le-Ministre-casse-la-DGCCRF>